



# PRÉFET DE L'ALLIER

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121  
03403 YZEURE CEDEX  
ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Yzeure, le 10/03/2025

### Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

#### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCOPA VIANDES**

Rue du Bourbonnais (route de Cosne)  
03430 Villefranche-D'allier

Références : 03-115

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement SOCOPA VIANDES implanté Route du Bourbonnais (route de Cosne) 03430 Villefranche-d'Allier. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée pour faire le point sur les évolutions successives du plan d'épandage, l'activité de réchauffage par fluide caloporteur, le projet de valorisation des matières stercoraires et le dossier de réexamen lié à la publication de la décision d'exécution (UE) 2023/2749 de la commission européenne du 11 décembre 2023 établissant les conclusions sur les meilleures technologies disponibles dans les abattoirs au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOPA VIANDES
- Route du Bourbonnais (route de Cosne) 03430 Villefranche-d'Allier
- Code AIOT : 0005601311
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation SOCOPA située sur la commune de Villefranche d'Allier est autorisée à exploiter un abattoir de bovins et des installations de préparations alimentaires. Les capacités d'abattage de cet établissement font que celui-ci relève de la directive européenne IED.

Pour l'accomplissement de ses activités l'établissement SOCOPA consomme une quantité d'eau relativement importante (prélèvement maximum autorisé de 371 000 m<sup>3</sup>/an). Les effluents aqueux sont traités par une station d'épuration biologique à boues activées (avec injection de chlorure ferrique pour le traitement du phosphore).

L'abattoir SOCOPA est en cours de réorganisation nécessitant des travaux qui ont fait l'objet d'un porté à connaissance et d'un examen au cas par cas (modification non substantielle, non soumise à une nouvelle autorisation environnementale). Ces modifications feront toutefois l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**



## PRÉFET DE L'ALLIER

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                    | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Gestion des boues                                                    | Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 12.3 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 4  | Projet de valorisation des matières stercoraires dans un méthaniseur | Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 2.2  | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire                   | Autre information |
|----|------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Evolution de la situation administrative | Code de l'environnement, article R.181-46 | Sans objet        |
| 3  | BREF SA - MTD                            | Code de l'environnement, article R.515-71 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différents sujets liés à la réorganisation du site avancent bien dans le sens du respect des exigences réglementaires. L'exploitant SOCOPA devra ajuster son plan d'épandage et le rendre cohérent par rapport à une production à périmètre constant malgré la réorganisation du site. Il n'est pas cohérent que la capacité épuratoire soit multipliée par 4 alors que la production n'augmente pas.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Gestion des boues**

|                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 12.3                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'épandage                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le volume total épandu annuellement est limité à 4550 m <sup>3</sup> de boues à 7% de siccité, ce qui correspond aux apports maximaux suivants :<br>- Azote : 23,66 tonnes/an |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Phosphore : 10,92 tonnes/an</li> <li>- Potasse : 3,64 tonnes/an</li> <li>- Calcium 8,19 tonnes/an</li> <li>- Magnésium 2,73 tonnes/an.</li> </ul> <p>Le flux maximum de matières stercoraires à traiter est de 2 800 tonnes par an soit 628 tonnes de matière sèche sur la base d'une siccité de 22,3%.</p> <p>La dose finale retenue pour les boues et les matières stercoraires est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.</p> <p><b>Constats :</b> A l'issue de l'inspection du 14 février 2024, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il est nécessaire, dans le contexte de refonte du site de production, qu'il revoie son plan d'épandage en respectant les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004, lequel renvoie aux dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (articles 36 à 42).</p> <p>L'exploitant a répondu par courrier du 30 mai 2024. La réponse retrace bien les évolutions successives en termes de surfaces du plan d'épandage initial de 2005, modifié en 2009 et acté par l'APC du 31 mars 2009, puis modifié successivement via les bilans agronomiques de 2013, 2018 et 2019. Enfin, le porter à connaissance du 29 juin 2022 propose, via une étude du cabinet GES, une actualisation du plan d'épandage non seulement en augmentant les surfaces d'épandage mais aussi en augmentant considérablement les apports fertilisants (N, P2O5 et K2O).</p> <p>La réponse propose également, en lien avec les conclusions de l'étude, de modifier l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susmentionné.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant que s'il est compréhensible que la surface totale épandable augmente pour avoir une plus large sécurité tant dans l'organisation des épandages que dans la capacité globale de l'épuration du plan d'épandage, la demande de multiplier par 4 la capacité épuratoire du plan d'épandage (apports) pour les boues (Azote : 81 t/an contre 24 t/an autorisées ; Phosphore : 18,4 t/an contre 11 t/an autorisées et potasse : 47 t/an contre 3,7 t/an autorisées) n'est pas cohérente avec l'engagement d'une production équivalente après réorganisation du site (cf. dossier cas par cas).</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant de revoir sa demande de modification de manière à ce que les apports en t/an reflètent la production annuelle de boues liée à la production maximale autorisée (abattage+préparation et conservation).</p> <p>Le constat de non-conformité n°2 de l'inspection du 14 février 2024 est maintenu.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 2 : Evolution de la situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.181-46                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porté à connaissance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Lors de la dernière inspection, l'exploitant indiquait utiliser dans la nouvelle chaufferie, 6000 litres d'un fluide caloporteur répondant aux conditions de classement de la rubrique 2915 de la nomenclature des installations classées (point éclair de 180°C, température de fonctionnement du fluide de 290°C).</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de fournir un porter à connaissance avec tous les éléments permettant d'apprécier le caractère substantiel de l'évolution de l'activité.</p> <p>Par courrier du 30 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le porter à connaissance demandé.</p> <p>La non-conformité liée au constat n°1 du rapport d'inspection du 12 novembre 2024 est levée.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 3 : BREF SA - MTD

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R515-71</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dossier initial + réexamen</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.</p> <p>II. - En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté.</p> <p>III. - Sauf si un arrêté ministériel a fixé les conditions d'une transmission par voie électronique, le dossier de réexamen est remis en trois exemplaires.</p> <p>Lorsque le dossier de réexamen est soumis à consultation du public en application de l'article L. 515-29, l'exploitant fournit le nombre d'exemplaires de ce dossier nécessaires à l'organisation de cette consultation. Ce dossier comporte un résumé non technique.</p> <p>L'exploitant joint également une version du dossier de réexamen au format électronique.</p> <p>IV. - Si ce dossier doit être soumis à consultation du public, dès que le dossier est complet et régulier, le préfet en informe l'exploitant.</p> |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant a remis en séance le dossier de réexamen relatif au BREF SA, suite à la publication le 11 décembre 2023 de la décision d'exécution (UE) 2023/2749 de la commission européenne du 11 décembre 2023 établissant les conclusions sur les meilleures technologies disponibles dans les abattoirs au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| conseil.<br>Le constat de non-conformité n°7 du rapport d'inspection du 20 février 2024 est levé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                      |

**N° 4 :** Projet de valorisation des matières stercoraires dans un méthaniseur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Tout projet de modification des installations, mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.                                                             |
| <b>Constats :</b> L'exploitant fait part à l'inspection du projet de valoriser les matières stercoraires dans le méthaniseur exploité par CVE à la Croix de Fragne à Verneix.<br>L'inspection indique que ce projet doit faire l'objet d'un porter à connaissance précisant les impacts sur l'environnement liés au projet (transports, nuisances de bruit, etc.). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |